



Philippe POUTOU CANDIDAT !!!



Milesker ainitz, un grand merci, aux élu-es du Pays Basque qui, par leur parrainage, ont fait que cette candidature soit possible !

Rien n'était gagné et beaucoup pensaient que nous n'aurions pas suffisamment de parrainages. Mais c'était sans compter sur les édiles qui d'un point de vue démocratique estimaient que Philippe Poutou devait être présent et c'était sans compter sur ses camarades du Npa et sur nos sympathisants qui nous ont donné un coup de main et qui ont arpenté les chemins pour rencontrer les maires des petites communes et relancer, relancer, relancer sans cesse les indécis-es ! Résultat, en quelques jours on est passé de 345 à 573 parrainages (au final 12 au Pays Basque, 17 en tout dans le 64), c'est la victoire d'une organisation militante et c'est une victoire pour celles et ceux qui voulaient que l'on puisse faire entendre une autre voix dans cette cacophonie électorale, la voix dans sans-voix et des oublié-es de la politique traditionnelle!

Bravo à tous et toutes !!!



Pourtant les handicaps pour les « petit-es » candidat-es étaient importants dans cette élection notamment la publication de tous les parrainages, l'envoi du formulaire par l'élu-e au Conseil constitutionnel par exemple. Mais nous étions convaincu-es qu'il fallait un candidat ouvrier face aux candidat-es de la finance, les professionnel-les de la politique, bien loin des réalités du monde du travail, un candidat ouvrier qui apporte dans la campagne la voix de notre camp social, celui des exploité-es et des opprimé-es.

Sommaire :

- Page 1 : Philippe Poutou candidat
- Page 2 : Contre les prétendant-es des riches
- Page 3 : La clause Molière
- Page 4 : Situation des prisonnier-es basques
- Page 5 : Grève générale en Guyane
- Page 6 : Culture : Film, Chez Nous

Alors, aujourd'hui le Npa et Philippe sont en campagne. Sollicité par les nombreux médias qui l'ont ignoré pendant ces derniers mois car ils pensaient qu'il n'aurait pas le nombre de parrainages nécessaires, notre camarade doit jongler également avec un planning chargé avec entre autres les divers meetings qu'il animera avec l'aide de ses camarades des comités locaux.

Le Pays Basque est également présent dans les déplacements de Philippe. Son/notre combat c'est la résolution du conflit au Pays Basque et le soutien aux prisonnières et prisonniers politiques basque ainsi qu'à tous les exilé-es, pour leur libération et retour au pays sans conditions, pour leur amnistie totale. C'est pourquoi le 25 mars dernier il a participé à la manifestation organisée par Bagoaz pour dénoncer le sort des prisonnier-es malades comme Dier Gomez Iradi, et pour dénoncer également les longues peines appliquées aux prisonniers de nationalité française par l'Etat français Ion Kepa Parot, Jakes Esnal et Xistor Haranburu, et par l'Etat espagnol pour Unai Parot. Sans oublier l'appui qu'il a apporté aux « faucheurs de chaises » de Bizi en venant soutenir Jon Palais lors de son procès à Dax.



Le NPA et Philippe Poutou continueront à porter les revendications du Peuple basque et à soutenir les actions liées à ce combat, et, ce, jusqu'à ce que le droit à l'autodétermination lui soit reconnu et qu'il puisse l'exercer et jusqu'à ce que la paix s'installe enfin en Euskal Herri.

**Alors, élection présidentielle oblige,
le 23 avril ne vous abstenez pas votez
Philippe POUTOU !**



Philippe POUTOU, un candidat ouvrier contre les prétendant-es des riches

L'élection présidentielle se déroule dans une situation accablante pour les deux partis qui dominent la vie politique depuis des années. La politique du grand capital, menée avec rigueur tour à tour par la droite et le Parti socialiste, a produit une casse sociale sans précédent sous prétexte de crise. Cette violence de classe, cette exploitation marquent les têtes et les corps. Elle se traduit par une pauvreté, un chômage, une précarité de masse chez une grande partie de la population ce qui a permis la distribution, en 2016, de dividendes records en France (+ 11,5 %). Selon le classement du magazine «Forbes France» les riches sont plus nombreux et de plus en plus riches. Finalement, c'est la crise qui les nourrit.



Après sa primaire la droite, avec Fillon, pensait tenir la victoire. Il s'était présenté en chevalier blanc catholique !

Dans son programme, il prône la diminution des dépenses publiques, des propositions ultraréactionnaires sur l'assurance-maladie, la disparition de 500 000 postes de fonctionnaires... Autrement dit, son programme c'est l'austérité pour les autres alors que lui vit, grassement, sur des fonds publics depuis 1981 comme élu (en somme fonctionnaire pendant 36 ans) et qu'il s'enrichit avec les siens depuis longtemps au travers notamment d'une affaire d'emplois fictifs. Ce qui n'est pas très catholique.

Le Parti socialiste, pour sa part, paie sa politique faite d'une longue histoire de petites et grandes trahisons des classes populaires. Durant le quinquennat Hollande, la distribution de fonds publics au grand patronat, la casse du code du travail avec les lois El Khomri et Macron ont permis de gonfler les profits des plus riches au détriment des plus pauvres. Ce qui caractérise une politique de droite. Benoît Hamon a gagné la primaire en teintant ses propositions d'un vernis de gauche pour tromper les électeurs tout en adoubant Hollande pour sauver son parti.

La désespérance sociale produite par les gouvernements de droite et socialiste et les multiples scandales qui éclaboussent celles et ceux qui sont proches des riches ont fait le lit du Front national qui est aux portes du pouvoir.

Deux courants politiques ne figurent pas à la présidentielle : d'abord le Parti communiste, héritier d'une glorieuse tradition militante, et qui ne parvient pas à couper le cordon ombilical avec le PS pour sauver ses dernier-es élu-es; ensuite les Verts qui, pour les mêmes raisons et par opportunisme, sacrifient l'écologie à quelques postes de député-es et de ministres. Les divisions fracturent ces différents partis.

Macron, conseiller puis ministre de Hollande, profite des difficultés du Parti socialiste pour se présenter comme un rempart face au Front National tout en proposant un programme qui satisfait totalement la droite, de nombreux socialistes, écologistes et le grand patronat. Au point que les médias patronaux le préfèrent à Fillon. Comme Macron, Mélenchon, Dupont-Aignan, Lassalle, Cheminade, Asselineau se posent en sauveurs suprêmes, en fustigeant les partis politiques.

UNE AUTRE VOIX DANS CETTE CAMPAGNE

Philippe Poutou n'est pas un politicien professionnel, un énarque ou un banquier. C'est un ouvrier qui porte une autre voix dans cette campagne. Une voix pour défendre l'intérêt du plus grand nombre, qui développe un plan d'urgence sociale : interdire les licenciements, partager le temps de travail, un Smic à 1700 € nets par mois, la socialisation des banques, le développement des services publics, l'arrêt du nucléaire, la liberté de circulation, le combat contre le racisme et l'islamophobie. Une voix anticapitaliste avec un projet de notre camp social qui ne peut aboutir que par l'action collective.





La clause MOLIÈRE

Habillage littéraire de la xénophobie ordinaire

é

d

i

t

a

Il y a un peu plus d'un an, Vincent You, adjoint LR au maire d'Angoulême et directeur d'un Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EPAHD) et de l'hôpital charentais de Confolens, a mis au point une méthode pour éviter le recours tant décrié aux travailleurs-ses détaché-es. Lors des travaux de rénovation de l'hôpital dont il a la gestion, il s'est étonné du nombre important de travailleurs-ses détaché-es, employé-es sur un chantier public. Il a donc imaginé une «clause» dans les contrats de travail à venir, stipulant que pour des raisons de «sécurité», les ouvrier-es détaché-es devraient comprendre et parler le français. Et si cela n'était pas le cas, les employeurs-ses devraient, toujours selon lui, prendre à leur charge les services d'un-e ou plusieurs interprètes. La dite clause a été baptisée « Molière » puisque l'on dit souvent que le français est la langue de Molière.

Cette mesure devrait favoriser l'artisanat local et la main d'œuvre qu'il emploie au détriment de celle venue d'autre pays, notamment de l'Est (surtout de Pologne), mais aussi du sud de l'Europe (surtout d'Espagne et du Portugal).

Localement beaucoup d'élu-es (LR) ont repris à leur compte cette « clause » proposant même un amendement à la loi travail en avril 2016, amendement soutenu par une trentaine de parlementaires LR à l'assemblée et au Sénat, qui avait été alors rejeté. Cela n'a pas empêché que la clause « Molière » soit adoptée par quatre régions dirigées par Les Républicains (Ile-de-France, Valérie Pécresse - Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez - Hauts-de-France, Xavier Bertrand - Pays-de-Loire, Bruneau Retailau), une par les centristes de l'Union des Démocrates et Indépendants - UDI (Normandie, Hervé Morin) et une par les socialistes (Centre-Val-de-Loire, François Bonneau) ainsi que dans plusieurs départements comme la Charente, la Corrèze, le Nord, le Haut-Rhin et la Vendée.

Officiellement, selon You et Valérie Pécresse, il s'agirait d'adopter une telle clause pour renforcer la sécurité des travailleurs et des travailleuses sur les chantiers afin que tous et toutes soient capables de comprendre les mesures de sécurité.



Venant notamment d'une dirigeante des Républicains cette préoccupation pour la santé et la sécurité des salarié-es est d'autant plus touchante que c'est elle et ses ami-es politiques qui ont tout fait, lors de leur passage au gouvernement, pour restreindre le nombre et les prérogatives des inspecteurs et inspectrices du travail chargé-es justement de faire respecter la réglementation sur les chantiers.

Si cette initiative a été plutôt bien accueillie par le petit patronat, notamment celui de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), qui y a vu un moyen d'écartier des chantiers la concurrence étrangère, elle l'a été beaucoup moins de la part des grands dirigeant-es du MEDEF qui font travailler quelque 800 000 salarié-es à l'étranger et qui craignent d'éventuelles mesures de représailles de la part des autres pays par exemple par l'adoption d'une clause «Goethe» en Allemagne, «Shakespeare» en Grande-Bretagne, «Dante» en Italie ou «Cervantes» en Espagne

De toute façon, en regard des actuelles législations française et européenne, la clause « Molière » est à l'évidence illégale et ne sera probablement jamais appliquée.



Mais en la brandissant haut et fort comme étendard de combat, la droite - et malheureusement une partie de la gauche - a voulu montrer en cette période électorale que le Front National n'était pas le seul à souhaiter bouter les étranger-es hors de l'Hexagone. Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que les thèmes habituels de l'extrême-droite infectent désormais largement toute une partie de la classe politique et que la gauche n'est pas épargnée.



Liberté pour les prisonnier-es politiques 2000 manifestant-es à Bayonne

pour exiger la libération de Ion Kepa, Unai, Jakes, Xistor et Oier,

Bagoaz¹, (On y va), a organisé le samedi 25 mars une manifestation pour dénoncer le sort des prisonnier-es basques gravement malades, en particulier celui d'Oier Gomez, atteint d'un cancer, dont l'état de santé très préoccupant ne peut que s'aggraver si son incarcération est maintenue. Pour dénoncer également les longues peines appliquées à ceux de nationalité française condamnés à vie par la France pour Ion Kepa Parot, Jakes Esnal et Xistor Haranburu, par l'Espagne pour Unai Parot. En ce mois d'avril ils entameront leur 28^{ème} année de détention. Ils sont devenus des otages politiques d'Etats qui les condamnent à mourir en prison. Bagoaz a sollicité l'Etat français en demandant au Président de la République, François Hollande, que leur condamnation soit commuée en peine de 30 ans de prison, ce qui leur permettrait de sortir dans 3 ans. Derrière la banderole étaient présent-es, entre autres, la fille d'Unai Parot qui avait 1 an ½ lors de l'arrestation de celui-ci et le père d'Oier Gomez.

Notre camarade Philippe Poutou a participé à cette manifestation, il est venu une fois de plus soutenir la cause des prisonnier-es politiques basques. Pour lui comme pour le NPA, il faut continuer le combat jusqu'à la résolution du conflit au Pays Basque,

en soutenant les prisonnier-es politiques basque ainsi que les exilé-es, pour leur libération et leur retour au pays sans conditions et pour leur amnistie totale.

Pour Bagoaz la mobilisation continue. A partir du mois d'avril un appel sera lancé à la population du Pays Basque à signer une lettre demandant la satisfaction des revendications immédiates des prisonnier-es : libérations conditionnelles, libérations des gravement malades, rapprochement... Les lettres ainsi récoltées seront remise directement à la/au futur-e Ministre de la Justice en son ministère. Cette initiative sera suivie par d'autres actions dont nous parlerons dans un prochain numéro.

Bake Bidea², (Le chemin de la paix), a organisé les 17 et 18 mars dernier un forum social qui était principalement centré sur le désarmement de l'ETA, suite à l'initiative des dénommé-es « Artisans de la Paix », en décembre dernier à Louhossoa, de début de démantèlement de l'arsenal de « guerre » de cette organisation.

De ce forum social est ressorti un appel à une journée du désarmement le samedi 8 avril, appel qui s'adresse à l'ensemble de la société civile, qu'elle soit du Pays Basque ou de l'hexagone, qui dit en résumé :

« Pour toutes ces raisons, nous décidons aujourd'hui d'être des artisans de la paix en Pays Basque, et d'appeler à la journée du désarmement du samedi 8 avril.

Nous participerons à cette journée, et invitons tou-te-s les citoyen-n-es soucieux d'une paix juste et durable à nous rejoindre. **Le samedi 8 avril soyons des milliers d'artisans de la paix à contribuer à un avenir sans violence et démocratique pour le Pays Basque ! »**

Que ce soit du côté de Bagoaz ou du côté de Bake Bidea, on ne peut que ressentir la crainte de ce qu'il adviendra des revendications du Peuple basque avec le nouveau gouvernement qui sera mis en place par la/le futur-e président-e de la République française après le 5 mai prochain. D'où ces ultimes tentatives pour essayer de faire fléchir le gouvernement actuel et François Hollande avant la prochaine échéance électorale et pour l'amener à rentrer dans un processus qu'il a jusqu'à aujourd'hui totalement ignoré, maintenant au contraire sa politique de répression et son alignement sur les positions du gouvernement espagnol. On ne peut que douter de cette issue, car depuis les accords d'Aiete en 2011 toutes les possibilités étaient ouvertes pour cette implication à participer à la résolution du conflit au Pays Basque.

Pour le NPA seules les mobilisations de l'ensemble de la société civile seront à même d'obtenir que soit mis réellement en place un domaine de négociations pour la paix comme cela s'est fait en Irlande par exemple, avec assis à la table l'ensemble des protagonistes concerné-es par cette « guerre ». Il n'y aura pas de paix possible au Pays Basque tant que cet espace de discussion ne sera pas ouvert et tant que le droit à l'autodétermination du Peuple basque ne lui sera pas reconnu et qu'il puisse l'exercer pleinement.

1) Association de défense des prisonnières et des prisonniers politiques basques.

2) Ce collectif, créé à la suite des accords d'Aiete en 2011, se veut un espace de réflexion autour de la nécessité d'une résolution du conflit au Pays Basque et de la mise en place d'un processus de paix. Il regroupe divers secteurs de la vie sociale, politique, syndicale et associative.





Nous sommes tous et toutes Guyanais-es

Pas d'autre voie que les mobilisations

Il y a un an débutait la lutte contre la Loi travail. Une mobilisation qui, pendant des mois, a montré que les exploité-es étaient capables de se défendre contre les attaques patronales et gouvernementales. Des liens, des solidarités, des débats ont commencé à créer un autre climat social que celui de la rue abandonnée pendant des années à la droite et à l'extrême droite. On a retrouvé cet état d'esprit dans les manifestations contre le racisme, contre les grands projets inutiles, pour les droits des femmes, contre la répression.

En Guyane, depuis plusieurs jours, un large mouvement social dénonce des conditions de vie et de travail très précaires, les désastres en matière de santé, d'éducation, d'économie, de sécurité, d'accès au foncier ou au logement. Cette mobilisation nous rappelle la grande mobilisation de 2008-2009 menée par le Collectif contre l'exploitation (LKP) en Guadeloupe.

En Guyane, la mobilisation s'amplifie

La mobilisation s'organise avec des barrages bloquant des ronds-points stratégiques et l'entrée de Cayenne. Depuis lundi, elle se développe et s'ancre socialement avec l'appel à la grève générale lancé par l'Union des travailleurs guyanais (UTG).

Cette grève était impérative face aux actions du Mouvement des 500 frères, une centaine d'activistes très influencés par l'extrême droite, qui dénoncent l'immigration et dont le porte-parole a déclaré « Un voleur mort, c'est un voleur qui ne vole plus ». Le Pen, « n'excuse pas les blocages » et prend encore les étrangers comme boucs émissaires.



Mélenchon a voulu imiter le Mitterrand colonialiste des années 50, pour qui «l'Algérie c'est la France», en proclamant : «la Guyane c'est la France» ou «la réponse aux problèmes des Guyanais est dans l'avenir en commun».

Non, la Guyane n'est pas la France, c'est une colonie française. Un territoire stratégique pour l'impérialisme français dans le continent américain. Une colonie où près de 40 % de la population adulte est illettrée, le taux de chômage de 22 %, et où une famille sur quatre et 40 % des enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Lorsque l'État investit des milliards d'euros pour faire décoller des fusées, il n'y a pas d'argent pour construire des collèges et des lycées ce qui laisse chaque année plus de 2000 enfants déscolarisés. Alors que la situation sociale et économique du pays est désastreuse, la seule chose qui semble inquiéter les autorités françaises est la sécurité du centre spatial de Kourou et le lancement de la fusée Ariane 5.

Anticapitalistes tant qu'il le faudra

Cette volonté de se battre pour nos revendications est au cœur de la campagne de notre candidat Philippe Poutou. Dans cette campagne, nous défendons le droit pour les peuples de décider pour leur sort, donc le droit à l'autodétermination de la Guyane.

Nous défendons des revendications pour changer radicalement la vie des salarié-es, des opprimé-es. Ces revendications ont besoin de mobilisations, de grèves, premières étapes d'une prise en main de nos affaires. Cela nécessitera d'arracher aux grands patrons, aux exploités, les rênes de la société, des moyens de production, de s'attaquer à un appareil d'Etat répressif, véritable marécage dans lequel prolifèrent les partis politiques institutionnels.

28 mars 2017

**Film****CHEZ NOUS, de Lucas BELVAUX**

Le film se passe dans une ville près de Lens, dans le Nord de la France, et raconte comment une jeune femme Pauline (Emilie Duquenne), infirmière libérale, est recrutée par le médecin de son père pour conduire une liste aux prochaines élections municipales, une liste pour « changer les choses ». Pauline n'est pas particulièrement politisée c'est donc une « proie » facile pour le médecin Philippe Berthier (André Dussolier), membre d'un parti populiste le « BLOC ». La présidente du BLOC, au niveau national, Agnès Dorgelle (Catherine Jacob) par son discours social convainc la jeune femme d'accepter.

Dès son acceptation, Pauline est entourée par des militants du parti qui la forment, le matériel de campagne utilisé échappe totalement à son contrôle. Cette pratique a été révélée par des ancien-nes candidat-es du FN aux dernières élections municipales qui seraient près de 28 % à avoir démissionné. Ce que fait également la jeune femme.

Elle rencontre un ami d'enfance avec qui elle entame une relation amoureuse sans savoir que celui-ci a été utilisé par le BLOC pour effectuer ses basses besognes et qu'il fait partie maintenant d'un groupe identitaire ultra violent. A. Dorgelle et à P. Berthier ne souhaitent courir aucun risque et voient d'un mauvais œil cette relation. Tout sera fait pour les séparer, sans succès, ce qui pèsera aussi dans sa démission.

Lucas Belvaux a voulu par l'utilisation de la fiction faire un film sur le Front National en période de campagne électorale en dénonçant sa façon de fonctionner et ses agissements derrière l'image lisse que souhaite en donner Marine Le Pen. Malgré la nouvelle image qu'il veut montrer ce parti a gardé les pratiques de son origine.

Un très bon film pédagogique, les interprètes sont excellent-es. Un film à voir et à recommander à celles et ceux qui seraient tenté-es de voter Front National aux prochaines élections tant à la présidentielle qu'aux législatives.



Rassemblement le 11 avril devant la salle Lauga à Bayonne Pour protester contre la venue de Marion Maréchal Le Pen

MMLP est annoncée à Bayonne le 11 avril prochain. Dès l'annonce de sa venue un collectif de diverses organisations associatives, féministes, politiques, syndicales s'est constitué sur base d'un texte commun. Il appelle à se rassembler sur les lieux du meeting qu'elle tiendra pour protester bruyamment ! Ci-dessous des extraits de l'appel et la liste des signataires :

Nous respectons les règles du débat démocratique et sommes en particulier attaché.e.s à la liberté d'expression mais le racisme, le sexisme, l'homophobie et toutes les autres formes de haine distillé-es par le Front National, ne sont pas des opinions. Ce sont des délits !

Le FN ne défend pas l'intérêt des jeunes, des femmes, des agriculteurs-trices, des salarié.e.s, des chômeurs-euses, des retraités... Au contraire il tente de les diviser et de les monter les uns contre les autres.

Face à ce genre de discours, nous ne pouvons rester silencieux.

Nous appelons l'ensemble des habitant.e.s du Pays Basque et du Sud-Landes à un rassemblement le mardi 11 avril prochain devant le lieu de la réunion à Bayonne, à 16h00, à l'occasion de la venue de Marion Maréchal Le Pen. Nous appelons tou.te.s les habitant.e.s à une manifestation bruyante afin de couvrir le discours haineux et raciste du FN.

Signataires :

Associations et mouvements : Aitzina, Amis de Karl Marx, BIZI ! IpEH Antifaxista, Les Bascos, PAF- Pour une alternative féministe, Section de Bayonne de la Ligue des Droits de l'Homme, Zutik- Collectif féministe contre les violences sexistes.

Syndicats : CFDT Pays Basque, CGT des cheminots d'Hendaye et Saint Jean de Luz, CGT des cheminots de Bayonne, CGT des Territoriaux de Biarritz, FSU64, LAB, Union Locale CGT de Bayonne, Union syndicale Solidaires Pays Basque.

Organisations politiques : EH Bai, Ensemble! Pays basque, Europe Ecologie Les Verts Pays Basque, Indar Beltza, La Commune, NPA, PCF 64/PCF Seignanx.

